

Face à la crise, investissons dans l'éducation !

Au regard de la crise économique et sociale que nous traversons, l'éducation est l'investissement d'avenir sur lequel nous devons nous appuyer pour préparer les jeunes générations à entrer dans la vie active et à être des citoyens à part entière.

Or, la politique gouvernementale n'est pas à la mesure de l'enjeu !

Suppression de milliers de postes, suppression des instituts universitaires de formation des maîtres, privatisation des universités entre autres sont les prérogatives du gouvernement. Elles conduisent à surcharger les classes, à déprécier la formation des instituteurs qui désormais ne bénéficieront plus d'une année d'apprentissage au sein des écoles, à supprimer les filières supérieures jugées « non rentables ».

L'absence de dialogue avec les partenaires éducatifs a conduit à de nombreux mouvements sociaux. De la maternelle à l'université, les personnels, enseignants, élèves, parents d'élèves et étudiants se sont mobilisés contre les mesures du gouvernement Sarkozy-Fillon!

Notre département dont le président est ministre de la relance se doit d'agir prioritairement en faveur de l'éducation :

Etendons l'étude encadrée du soir dans les collèges,

Développons les écoles de la 2ème chance qui permettent aux jeunes de 18 à 25 ans de reprendre des études,

Subventionnons d'abord l'université publique plutôt qu'une structure privée comme le pôle Leonard de Vinci.

Les inégalités entre les habitants ne cessent de croître !

Instaurons des bourses pour les collégiens,

Elargissons le quotient familial pour le paiement de la cantine et des voyages scolaires,

Prenons en charge, comme d'autres départements bien moins riches que le nôtre, la carte imagine'R à hauteur de 50%.

Selon l'ancien président du Conseil général, actuel président de la République, « le département ne doit laisser personne derrière ».

Aménageons les établissements scolaires aux enfants en situation de handicap.

Construisons des collèges à taille humaine (moins de 600).

Les altosequannais attendent que le Conseil général agisse en faveur de leurs enfants. Notre département a les moyens de mettre en œuvre une politique éducative exemplaire.

Les élus PS sont mobilisés afin que les dépenses que nous consacrons à l'éducation augmentent et soient utilisées à bon escient !

Bernard LUCAS, Conseiller général de Colombes

[www.ps92.com](http://www.ps92.com)